

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
25-26, rue des Ailes
ZA n° 2 des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY
Tél : 02 47 46 47 00

Parcay-Meslay, le 02/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022.

Contexte et constats

Publié sur



SARP-OSIS Ouest

ZI n° 2 - BP 311
10, rue Prony
37300 JOUE LES TOURS

Références : LSAEX – 2022/129

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement SARP-OSIS Ouest implanté ZI n° 2 - BP 311 10, rue Prony 37300 JOUE LES TOURS. L'inspection a été annoncée le 03/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier du 9 septembre 2021 et conformément à l'article R.181-47 du code de l'environnement, la société SARP-OSIS Ouest (ex SUEZ RV OSIS Ouest) située ZI n° 2 _Rue de Prony sur la commune de Joué-lès-Tours a transmis les éléments relatifs au changement de la dénomination sociale.

Le changement de dénomination sociale est effectif depuis le 18 mai 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP-OSIS Ouest
- ZI n° 2 - BP 311 10, rue Prony 37300 JOUE LES TOURS
- Code AIOT dans GUN : 0010000736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non SEVESO

Le site de Joué-lès-Tours comprend trois activités :

- Assainissement,
- Transit de déchets dangereux en citerne et conditionnés
- « Inspection vidéo ».

L'activité principale (Transit de déchets dangereux) de la société relève de la directive IED sous la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui est associée au document de référence européen BREF WT traitement de déchets.

Les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) du document BREF WT ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018.

Suite à la publication au JO, un délai de 4 ans est accordé aux exploitants pour se mettre en conformité vis-à-vis des nouvelles MTD.

Le dossier de réexamen et le rapport de base ont été transmis par l'exploitant le 19 août 2019, puis complété le 5 juin 2020.

Après instruction, l'arrêté préfectoral n° 21025 du mars 2021 a permis de réactualiser les prescriptions applicables à l'installation dans un seul arrêté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite précédente du 30/04/2019 ;
- Echéances mentionnées dans l'APC n° 21025 du 05/03/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée avec une nouvelle équipe mise en place pour gérer le site suite au changement de dénomination sociale.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux (NC1)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.2.2	NC1 (Visite du 30/04/2019)	
Respect des VLE sur les rejets aqueux d'assainissement. (NC2)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.4.5	NC2 (Visite du 30/04/2019)	
Respect des VLE sur les rejets des eaux pluviales. (NC5 et NC6))	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.4.4	NC5 et NC6 (Visite du 30/04/2019)	
Confinement des eaux d'extinction (NC9)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article Point V de l'article 8.5.2	NC9 (Visite du 30/04/2019)	
Consigne de confinement du site (NC10)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.6.4	NC10 (Visite du 30/04/2019)	
Bilan annuel (NC12)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 2.9.1	NC12 (Visite du 30/04/2019)	
Conduite à tenir en cas de déchets radioactif (NC13)	Arrêté Préfectoral du 04/04/2003, article 30	NC13 (Visite du 30/04/2019)	
Garantie financières	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.5.2	/	
Couvertures des déchets dangereux	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.5.2 + 9.1.2	/	
Défense incendie	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.7.3 + 11	/	
Système de détection des déchets radioactifs	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 9.1.1	/	
Réseau et programme de surveillance des piézomètres	AP Complémentaire du 05/01/2021, article 4.6.3	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi des rejets aqueux d'assainissement	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.5.2	/	
eaux superficielles	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.3.4	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre des déchets (NC3 et 4)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	NC3 et NC4 (Visite du 30/04/2019)	
Point de rejets des eaux pluviales (NC7)	Arrêté Préfectoral du 15/10/1996, article 5	NC7 (Visite du 30/04/2019)	
Entretien séparateur à hydrocarbures (NC8)	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.3.4	NC8 (Visite du 30/04/2019)	
Nombre de cuve aérienne (NC11)	Arrêté Préfectoral du 15/10/1996, article 58	NC11* (Visite du 30/04/2019)	
Inscription au BSS des piézomètres	AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.6.2	/	
Mesure Post-accident LUBRIZOL	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.V	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la refonte complète de l'arrêté préfectoral induit par le réexamen des conditions d'exploitation du site suite à la remise du dossier de réexamen IED de l'exploitant et du changement de dénomination sociale de la société ayant entraîné la mise en place d'une nouvelle équipe pour la gestion du site, l'inspection a constaté de nombreux manquements. L'ensemble de la chaîne hiérarchique de la société SARP OSIS Ouest semble avoir conscience du travail à accomplir afin de revenir à une situation plus saine.

Les éléments de priorisation que l'exploitant doit mettre en oeuvre sont les suivants :

- Traiter l'ensemble des rejets d'eaux pluviales collectés sur la zone des déchets dangereux rejetés au point n° 3 ;
- Suivre et respecter les fréquences de suivi des rejets aqueux (partie assainissement et eaux pluviales) ;
- Transmettre la proposition de garanties financières ;
- Transmettre les justificatifs de travaux pour la couverture des déchets dangereux ;
- Justifier de la capacité de rétention de l'installation au regard des besoins en eau nécessaires à la défense incendie du site ;
- Mettre en place un contrôle systématique de la radioactivité des déchets entrants et sortants ;
- Interpréter et commenter les résultats d'analyse des eaux souterraines ;
- Mettre à jour la procédure de contrôle de la radioactivité des déchets ;
- Transmettre le rapport annuel d'exploitation de l'année 2020.
- Transmettre un "Porter à connaissance" à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire sur les prescriptions inadéquates ou erronées (plan des réseaux,...).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux (NC1)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.2.2
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Non conforme L'exploitant a annoncé à l'inspection que le plan des réseaux des rejets aqueux comportait des erreurs. Les points ayant une divergence avec le plan annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21025 du 05/03/2021 sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">– Les eaux pluviales du bâtiment des déchets dangereux situées au Sud de l'installation et le regard situé dans la zone de stockage des déchets dangereux sont reliés au point de rejet n° 3 sans être traités au préalable par un dispositif adéquat.– Le point de rejet n° 2 mentionné sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral n'existe pas. Les eaux pluviales de la toiture du bâtiment du siège sont raccordées au point de rejet n° 1. L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux aqueux à jour. L'exploitant doit faire un « porter à connaissance » pour mettre à jour son arrêté préfectoral en transmettant un plan des réseaux aqueux à jour à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire, ainsi que les paragraphes devant l'être, si nécessaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Respect des VLE sur les rejets aqueux d'assainissement. (NC2)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.4.5

Prescription contrôlée :

Article 32 abrogé par Article 4.4.5 (VLE) du 05/03/2021 :

L'exploitant respecte la valeur limite de 5 mg/l de Chlorure (Cl-) dans les eaux d'assainissement rejetées dans le réseau collectif de la zone industrielle.

Article 4.4.5 (VLE) de l'APC n° 21025 du 05/03/2021 :

Référence du rejet interne à l'établissement (activité d'assainissement) : n° 6

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale	Fréquence de surveillance	Normes(s)
DCO	1314	2000 mg/l	hebdomadaire	NFT 90-101 (1)
DBO5	1313	800 mg/l		NF EN ISO 5815-1
MEST	1305	600 mg/l		NF EN 872 (2)
Hydrocarbures totaux	7007	10 mg/l		NF EN ISO 9377-2
Indice phénol	1440	0,1 mg/l		EN ISO 14402
Azote global	1551	150 mg/l		NF EN 12260
Phosphore total	1350	50 mg/l		NF EN ISO 15681-1 et 2, NF EN ISO 6878, NF EN ISO 11885
Chrome hexavalent (Cr6)	1371	0,1 mg/l		Plusieurs Normes EN (EN ISO 10304-3 et EN ISO 23913)

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale	Fréquence de surveillance	Normes(s)
Cyanure libre (Cn-)	1084	0,1 mg/l	hebdomadaire	Normes EN génériques NF EN ISO 14403-1 ou -2
Métaux totaux	8095	15 mg/l		Plusieurs Normes EN génériques (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586)
Arsenic (As)	1369	0,1 mg/l		Plusieurs Normes EN génériques (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586)
AOX	1106	1 mg/l		EN ISO 9562

Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public (convention avec la collectivité) prévoit une valeur limite inférieure.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Constats : Non conforme

L'activité principale relevant de la directive IED de la société, classée à autorisation sous la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est associée au document de référence européen BREF WT traitement de déchets. Les conclusions sur les MTD du document BREF WT ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018.

L'exploitant a remis son dossier de réexamen le 19 août 2019 complété par le rapport de base le 5 juin 2020.

Les conditions d'exploitations ont donc été réexaminées et ont abouti à l'arrêté préfectoral daté du 05/03/2021 qui exclu désormais le paramètre Chlorure (Cl-) dans les analyses. Cependant, les rejets issus du prétraitement des déchets liquides urbains (Unicell) et du lavage interne des camions doivent désormais respecter les paramètres suivants :

Débit	Fréquence de surveillance	VLE	Analyse du	Conformité
Max. Journalier	hebdomadaire	35 m³/j	Non réalisé	Non conforme
Instantané en m³/h		2,5 m³/h	Non réalisé	Non conforme

Paramètres	VLE	Fréquence de surveillance	Analyse du 25/05/2021	Conformité
T°	< 30 °	hebdomadaire	Non réalisé	Non conforme
pH	5,5<X<8,5		Non réalisé	Non conforme
DCO	2 000 mg/l		1 827 mg/l	Conforme
DBO5	800 mg/l		Non réalisé	Non conforme
MEST	600 mg/l		Problème filtration, non réalisé	Non conforme
Hydrocarbures totaux	10 mg/l		Non réalisé	Non conforme
Indice phénol	0,1 mg/l		Non réalisé	Non conforme
Azote global	150 mg/l		12,4 mg/l	
Phosphore total	50 mg/l		98,2 mg/l	Non conforme
Chrome hexavalent (Cr6)	0,1 mg/l		Non réalisé	Non conforme
Cyanure libre (Cn-)	0,1 mg/l		Non réalisé	Non conforme
Métaux totaux	15 mg/l		Non réalisé	Non conforme
Arsenic (AS)	0,1 mg/l		Non réalisé	Non conforme
AOX	1 mg/l		Non réalisé	Non conforme

Suite au départ d'un employé, l'exploitant a indiqué que les analyses ont été réalisées jusqu'en mai 2021 uniquement sur les paramètres pH, DCO, MES, Azote total, Azote NTK et DBO5. Ensuite, aucune surveillance n'a été réalisée.

L'inspection constate également que tous les paramètres ne sont pas analysés et que le paramètre Phosphore total a été mesuré à 98,2 mg/l pour une valeur limite à 50 mg/l. Par ailleurs, la fréquence de surveillance n'est pas respectée.

L'exploitant ne mesure pas tous les paramètres et ne respecte pas la fréquence de surveillance hebdomadaire dans les rejets aqueux d'assainissement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Suivi des rejets aqueux d'assainissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.5.2
Prescription contrôlée : <u>Article 4.5.2 (GIDAF) de l'APC n° 21025 du 05/03/2021 :</u> L'exploitant réalise l'autosurveillance hebdomadaire de l'effluent rejeté dans le réseau d'assainissement au niveau du point de rejet n° 6 sur les paramètres mentionnés à l'article 4.4.5. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection mensuellement via l'application mise en place par le ministère (GIDAF....).
Constats : Non conforme L'inspection a constaté que l'exploitant n'a reporté aucun suivi des rejets aqueux sur l'application GIDAF depuis avril 2019. L'exploitant ne reporte pas le suivi des rejets aqueux de l'établissement sur l'application GIDAF depuis avril 2019.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Registre des déchets (NC3 et NC4)

Référence réglementaire : AM du 31/05/2021, article 1 et 2

Prescription contrôlée :

Le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments est entré en vigueur le 28/03/2021. Ce décret contient notamment des dispositions, applicables au 01/01/2022 relatives à :

- la déclaration, dans le « **registre national des déchets** », des déchets dangereux ou POP (polluants organiques persistants) produits ou expédiés dans les 7 jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée ;
- la mise en place d'un « **système de gestion des bordereaux de suivi de déchets** » dématérialisé, à renseigner par le producteur du déchet et par les différents acteurs de la chaîne de traitement des déchets dangereux ou POP.

De plus l'arrêté ministériel (AM) du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Il abroge à cette date l'AM du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Article 1 (registre d'entrée) :

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Article 2 (registre de sortie) :

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

<p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de <u>l'article R. 541-7 du code de l'environnement</u> ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de <u>l'article R. 541-8 du code de l'environnement</u> ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés <u>aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique</u> ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à <u>l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement</u> ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à <u>l'article R. 541-53 du code de l'environnement</u> ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à <u>l'article R. 541-56 du code de l'environnement</u>, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon <u>les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets</u> ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à <u>l'article L. 541-1 du code de l'environnement</u> ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à <u>l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé</u> ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à <u>l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé</u> ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Conforme</p> <p><u>Constat de l'inspection au 30/04/2019 :</u></p> <p>L'étoile pour le code des déchets dangereux n'est pas présente de manière pérenne dans le registre des déchets entrants et sortants.</p> <p><u>Constat de l'inspection au 26/01/2022 :</u></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le logiciel GESTAMI qui est utilisé actuellement pour le suivi des déchets entrants et sortants allait être arrêté au profit du logiciel JASON, afin d'être en cohérence avec les outils utilisés par le groupe VEOLIA et de permettre l'interconnexion avec l'application « Trackdéchet ».</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis une extraction du registre des déchets entrants allant de la période du 15/12/2021 au 30/12/2021. Après analyse de ce registre, l'inspection constate que les déchets dangereux comportent une étoile associée à leur code. L'ensemble des informations sont présentes et correctement remplies.</p> <p>Les NC3 et NC4 de la visite précédente du 30/04/2019 sont levées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Respect des VLE sur les rejets des eaux pluviales. (NC5 et NC6)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.4.4

Prescription contrôlée :

Prescription initiale ayant conduit à la non-conformité NC5 précédente de l'article 30 de l'AP du 15/10/1996. (abrogé par l'article 4.4.4 de l'APC du 05/03/2021) :

Point n° 1 :

L'exploitant ne respecte pas la valeur limite de 5 mg/l de Chlorure (Cl-) dans les eaux pluviales rejetées dans le réseau collectif de la zone industrielle.

Point n° 2 :

L'exploitant n'analyse pas les paramètres Al, Sn, Pb, Hg, Cd, Cr ainsi que le pH dans les eaux rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.

Nouvelle prescription applicable : Article 4.4.4 de l'APC du 05/03/2021 :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5) :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale	Fréquence de surveillance	Normes(s)
DCO	1314	180 mg/l	Annuelle	NF T 90-101 (*)
DBO5	1313	100 mg/l		NF EN ISO 5815-1
MEST	1305	30 mg/l		NF EN 872 (*)
Indice phénols	1440	0,1 mg/l		NF EN ISO 14402
Hydrocarbures totaux	7007	10 mg/l		NF EN ISO 9377-2
Cyanures libre (Cn-)	1084	0,1 mg/l		Normes EN génériques NF EN ISO 14403-1 ou -2
Azote global	1551	25 mg/l		NF EN 12260
Phosphore total	1350	2 mg/l		NF EN ISO 15681-1 et 2, NF EN ISO 6878, NF EN ISO 11885
Chrome hexavalent (Cr6)	1371	0,1 mg/l		Plusieurs Normes EN 5EN ISO 10304-3, EN ISO 23913
Métaux totaux	8095	15 mg/l		Plusieurs Normes EN génériques (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586)
Arsenic (As)	1369	0,1 mg/l		EN ISO 9562
AOX	1106	1 mg/l	semestrielle	ISO 25101
PFOA	5347	sans		
PFOs	6561	sans		

(1) : Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/L, la norme ISO 15705 est utilisable.

(2) : En cas de colmatage, c'est-à-dire pour une durée de filtration supérieure à 30 min, la norme NF T 90-1052 est utilisable.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 4 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5 et annexe 3) :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale	Fréquence de surveillance	Normes(s)
DCO	1314	180mg/l	Annuelle	NF T 90-101 (*)
DBO5	1313	100 mg/l		NF EN ISO 5815-1
MEST	1305	60 mg/l		NF EN 872 (*)
Indice phénols	1440	0,3 mg/l		NF EN ISO 14402
Hydrocarbures totaux	7007	10 mg/l		NF EN ISO 9377-2
Cyanures libre (Cn-)	1084	0,1 mg/l		Normes EN génériques NF EN ISO 14403-1 ou -2
Chrome hexavalent (Cr6)	1371	0,1 mg/l		Plusieurs Normes EN (EN ISO 10304-3 et EN ISO 23913)
Métaux totaux	8095	15 mg/l		Plusieurs Normes EN génériques (par exemple NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586)
Arsenic (As)	1369	0,1 mg/l		EN ISO 9562
AOX	1106	1 mg/l		

(1) : Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/L, la norme ISO 15705 est utilisable.

(2) : En cas de colmatage, c'est-à-dire pour une durée de filtration supérieure à 30 min, la norme NF T 90-1052 est utilisable.

Constats : Non conforme

Les conditions d'exploitation ont été réexaminées et ont abouti à l'arrêté préfectoral du 05/03/2021 qui exclu désormais le paramètre Chlorure (Cl-) dans les analyses. Cependant, les points de rejets aqueux n° 3 (eaux pluviales susceptibles d'être polluées des DD, zone IED) et n° 4

(eaux pluviales susceptibles d'être polluées, hors zone IED) doivent désormais respecter les paramètres suivants :

Point de rejet n° 3 :

Paramètres	VLE	Fréquence de surveillance	Analyse du	Conformité
T°	< 30°	Annuelle	Absence d'eau pluviale lors des prélèvements effectué le 04/11/2021 et le 30/11/2022	Non conforme
pH	5,5<x<8,5			
DCO	180 mg/l			
DBO	100 mg/l			
MEST	30 mg/l			
Indice phénol	0,1 mg/l			
Hydrocarbures totaux	10 mg/l			
Cyanure libre (Cn-)	0,1 mg/l			
Azote global	25 mg/l			
Phosphore total	2 mg/l			
Chrome hexavalent (Cr6)	0,1 mg/l			
Métaux totaux	15 mg/l			
Arsenic (AS)	0,1 mg/l			
AOX	1 mg/l			
PFOA	sans	Semestrielle		
PFOS	sans			

Point de rejet n° 4 (hors zone IED) :

Paramètres	VLE	Fréquence de surveillance	Analyse du 04/11/2021	Conformité
T°	< 30°	Annuelle	12,6°	Conforme
pH	5,5<x<8,5		7,7	
DCO	180 mg/l		94 mg/l	
DBO	100 mg/l		40 mg/l	
MEST	60 mg/l		13 mg/l	
Indice phénol	0,3 mg/l		0,015 mg/l	
Hydrocarbures totaux	10 mg/l		3,2 mg/l	
Cyanure libre (Cn-)	0,1 mg/l		< 5 µg/l	
Chrome hexavalent (Cr6)	0,1 mg/l		< 0,005 mg/l	
Métaux totaux	15 mg/l		1,23 mg/l	
Arsenic (AS)	0,1 mg/l		< 0,005 mg/l	
AOX	1 mg/l		52 µg/l	

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une analyse des paramètres susmentionnés sur le point de rejet n° 3 correspondant à la zone de stockage des déchets dangereux pour l'année 2021.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'analyse annuelle des rejets aqueux sur le point n° 3 pour l'année 2021.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : point de rejets des eaux pluviales (NC7)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/1996, article 5 .
Prescription contrôlée : L'exploitant n'a pas informé madame la préfète des modifications des conditions d'exploitation notamment sur le point de rejet n° 2 (eaux récupérées au niveau des rétentions des zones de stockages des citernes et des conteneurs).
Constats : Conforme Suite à la remise, par l'exploitant, du dossier de réexamen IED, les conditions d'exploitation ont été réexaminées et ont abouti à l'arrêté préfectoral du 05/03/2021. L'ensemble des points de rejets ont été encadrés dans cet arrêté préfectoral (voir Point de contrôle : Respect des VLE sur les rejets des eaux pluviales « NC5 »). La NC7 de la visite précédente du 30/04/2019 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Entretien séparateur à hydrocarbures (NC8)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.3.4
Prescription contrôlée : L'exploitant n'entretient pas régulièrement le séparateur à hydrocarbures situé près du bâtiment relatif à la maintenance des véhicules.
Constats : Conforme L'exploitant a transmis à l'inspection et en séance le BSD n° BSD-20220113-MSAZSQ9GR (B522010106 du 13 01 22) du 13/01/22 pour une quantité de 5,72 tonnes de mélanges de déchets de séparateurs (code déchet : 13 05 08*) correspondant au nettoyage des 3 séparateurs à hydrocarbures de l'installation pour l'année 2021. La NC8 de la visite précédente du 30/04/2019 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction (NC9)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article Point V de l'article 8.5.2
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : Non conforme L'inspection a constaté que des travaux ont été réalisés pour mettre en place un système (type vanne guillotine) permettant de confiner les eaux d'extinction au niveau du point de rejet n° 4. Cependant, du fait que l'ensemble des travaux ont été recouverts d'un enrobé bitumeux aucun moyen visuel ne permet de s'assurer de l'efficacité de celle-ci. L'exploitant met en place un système visuel ou autre permettant de s'assurer de l'efficacité de la vanne et notamment de l'ouverture et de la fermeture de ce celle-ci. Par ailleurs, suite à la découverte par l'exploitant d'une erreur de plan des réseaux de son installation sur le point de rejet n° 3 (voir point de contrôle : Plan des réseaux (NC1)), il n'existe aucun dispositif de confinement sur une partie des rejets aqueux collectés au niveau des déchets dangereux. L'exploitant ne dispose pas de dispositif de confinement sur toutes les eaux pluviales collectées par les regards et notamment l'avaloir mentionné « AV9 » sur le nouveau plan transmis par l'exploitant (daté du 19/01/2022).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Consigne de confinement du site (NC10)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.6.4
Prescription contrôlée : L'exploitant n'a pas établi une consigne pour isoler le site des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre ou de pollution. Celle-ci doit être portée à la connaissance du personnel.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une consigne à proximité du dispositif de confinement de l'atelier de maintenance. L'inspection constate cependant que la consigne mentionne l'outil permettant la manipulation de la vanne qui n'est accessible que par le personnel de la société. L'exploitant doit revoir le marquage de la vanne et le positionnement de cet outil permettant d'obturer le point de rejet n° 4, afin qu'il soit accessible pour les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Nombre de cuve aérienne (NC11)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/1996, article 58
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de 4 citernes au lieu de 3.
Constats : Conforme Suite à la remise, par l'exploitant, du dossier de réexamen IED, les conditions d'exploitation ont été réexaminées et ont abouti à l'arrêté préfectoral du 05/03/2021. Les conditions de stockage ont été revues et les nouvelles prescriptions ont pris en compte cette 4 ^e cuve. La NC11 de la visite précédente du 30/04/2019 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bilan annuel (NC12)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 2.9.1
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.8) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
Constats : Non conforme <u>Constat le 30/04/2019 :</u> L'exploitant n'a pas établi de rapport d'exploitation en 2017 et 2018. <u>Constat le 26/01/2022 :</u> L'exploitant n'a pas transmis le rapport d'exploitation annuel de 2020 et n'a pas été en mesure de le fournir le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Conduite à tenir en cas de déchets radioactif (NC13)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2003, article 30
Prescription contrôlée : <u>Article 30 de l'AP du 04/04/2003 :</u> Il n'existe pas de procédure écrite sur la conduite à tenir en cas de détection de déchets radioactifs. <u>Article 9.1.1 de l'APC du 05/03/2021 :</u> L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.
Constats : Non conforme Dans les réponses apportées par l'exploitant le 27/05/2019, l'exploitant a fourni un logigramme sur la conduite à tenir en cas de détection de déchets radioactifs. Cependant cette procédure n'identifie pas les personnes habilitées à intervenir. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué à l'inspection que suite à la fusion de VEOLIA avec SUEZ sur cette installation cette procédure allait être revue. L'exploitant transmet la nouvelle procédure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Garantie financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 1.5.2
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de transmettre sa proposition du montant des garanties financières à constituer dans un délai de 4 mois, à compter du présent arrêté.
Constats : Non conforme L'exploitant n'a pas transmis sa proposition de garanties financières dans un délai de 4 mois comme le stipule l'article 1.5.2 de l'APC n° 21025 du 05/03/2021 et n'a pas été en mesure de la fournir le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Inscription au BSS des piézomètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.6.2
Prescription contrôlée : L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.
Constats : Conforme L'exploitant a transmis en séance un courriel du BRGM daté du 2 septembre 2021 indiquant les n° de BSS des piézomètres suivants : PZ1 : BSS004BWMZ PZ2 : BSS004BWNA PZ3 : BSS004BWNB Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Couvertures des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.5.2 + 9.1.2
Prescription contrôlée : A l'exception des 4 cuves verticales, les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes, afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.
Constats : À ce jour, l'inspection constate que les déchets dangereux situés à l'Est de l'installation ne sont pas couverts. Les eaux pluviales percolant sur les GRV sont récupérées dans les rétentions et traités en tant que déchets dangereux. L'exploitant dispose de 2 ans pour la réalisation des travaux à compter de la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21025 du 05/03/2021. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir pris note de l'échéance, et que Monsieur Robinet (Référént technique de la Région Centre du groupe VEOLIA) était en réflexion sur ce point. Aucun justificatif pour effectuer les travaux nécessaires (bon de commande, devis, ...) n'a pu être fourni à l'inspection. L'inspection a demandé en séance de la tenir informée des démarches effectuées régulièrement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 8.7.3 + 11
Prescription contrôlée : L'exploitant calcule et justifie d'une part les besoins en eaux d'extinction pour son site (dans les 6 mois après la signature de l'arrêté) et s'assure d'autre part de la disponibilité opérationnelle extérieure de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (à minima annuelle) de la disponibilité des débits.
Constats : Non conforme L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il n'avait pas entrepris la démarche de calculer les rétentions nécessaires en cas de confinement des eaux d'extinctions et les besoins en eaux d'extinction de son site nécessaire à la défense du site contre l'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Système de détection des déchets radioactifs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 9.1.1
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.
Constats : Non conforme À ce jour l'exploitant a indiqué que tous les déchets entrants et sortants ne faisaient l'objet d'aucun contrôle systématique de la radioactivité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Réseau et programme de surveillance des piézomètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2021, article 4.6.3

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Fréquence des analyses	Paramètres
Semestrielle (en période de basse et haute eaux)	COT
	HCT
	HAP
	COHV
	BTEX
	Nitrate
	Phosphate
	Métaux lourds

Constats :

L'exploitant a transmis en séance, une analyse des piézomètres réalisée le 30/11/2021, par le laboratoire Inovalys.

La surveillance des eaux souterraines par l'exploitant doit comprendre à chaque prélèvement un suivi de l'ensemble des paramètres accompagné d'une interprétation des résultats obtenus ainsi qu'une comparaison avec les analyses précédentes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Eaux superficielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2021, article 4.3.4

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, - de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Constats : Non conforme

Suite à la découverte par l'exploitant d'une erreur de plan des réseaux de son installation sur le point de rejet n° 3 (voir point de contrôle : Plan des réseaux « NC1»), il n'existe aucun dispositif de traitement des eaux pluviales collectées sur l'avaloir repéré « AV9 » au niveau des déchets dangereux qui rejoint le point de rejet n° 3.

L'exploitant ne traite pas les polluants en présence des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur tous les collecteurs de son installation et notamment l'avaloir mentionné « AV9 » sur le nouveau plan transmis par l'exploitant, daté du 19/01/2022.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Mesure Post-accident LUBRIZOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.V

Prescription contrôlée :

Suite à l'accident survenu le 26/09/2019 sur les sites de LUBRIZOL et NORMANDIE LOGISTIQUE, deux arrêtés ministériels renforçant les prescriptions applicables à la prévention des risques d'incendie (notamment en termes de détection, de rétention ou encore de dispositions de stockage) dans les installations de stockage de liquides inflammables et combustibles sont parus (AM du 24/09/2020 pour les récipients mobiles et AM du 03/10/2010 modifié pour les réservoirs fixes).

Un courrier a été transmis le 01/07/2021 par la DREAL Centre-Val de Loire rappelant que les articles I.1.V de l'AM du 24/09/2020 et I.V de l'AM modifié du 03/10/2010 disposent que : « Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. À cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables. »

Le courrier précité demande de transmettre :

- l'ensemble des éléments en lien avec la disposition précitée dans le cas où l'installation (ou une partie) de stockage de liquides inflammables serait nouvellement visées par au moins l'un de ces deux arrêtés ministériels ;
- le cas échéant, votre analyse permettant de justifier que l'installation n'est pas concernée par cette disposition réglementaire.

Constats : Conforme

L'exploitant a répondu et transmis à l'inspection un courrier daté 11/01/2022 indiquant que la société SARP OSIS Ouest n'était pas concernée par les dispositions des arrêtés ministériels du 24/09/2020 et du 03/10/2010 modifié.

Type de suites proposées : Sans suite

